

AVEC LES COMPLIMENTS  
de la  
DIRECTION des ARCHIVES  
de  
l'ASSEMBLÉE NATIONALE  
de la RÉPUBLIQUE  
de COTE D'IVOIRE

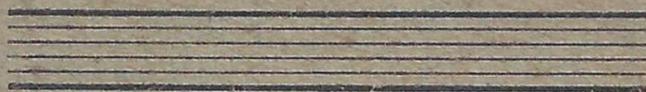
## **APPEL DE M. Philippe YACÉ**

Secrétaire général du P. D. C. I.

**AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE**

— Le 2 février 1960 —

Bz  
966.68  
Y-12a



# APPEL DE M. Philippe YACÉ

Secrétaire général du P.D.C.I.

## AUX AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE

= Le 2 février 1960 =

Bx

966.68

Y12a



## NOTE – CIRCULAIRE

de M. Philippe YACÉ, Secrétaire général  
du P. D. C. I.

à l'adresse des militants fonctionnaires  
du P. D. C. I.

---

*A la suite de l'appel que je lançais le 2 février 1960 aux agents de la Fonction publique, de retour d'une importante tournée politique à l'intérieur du pays, je suis heureux de constater une très forte prise de conscience en milieu fonctionnaire des problèmes que j'évoquais alors.*

*Depuis cette date, plusieurs initiatives ont abouti à la constitution de comités fonctionnaires du P.D.C.I. dans plusieurs localités du territoire, ce faisant, de nombreux fonctionnaires ont voulu manifester leur volonté d'entreprendre une action militante au sein du Parti Démocratique, témoignant ainsi l'intérêt qu'ils portent à l'œuvre d'édification nationale en cours, laquelle ne saurait, il va sans dire, se faire sans leur participation.*

*Comment ne pas rendre hommage à ces initiatives qui permettent d'espérer que désormais, les agents de la Fonction publique sortiront de leur réserve traditionnelle pour apporter un concours dynamique à l'action du Parti. Je tiens à les mettre toutefois en garde contre la constitution de comités exclusivement corporatifs, qui s'érigeraient en formations parallèles aux organismes de base du P.D.C.I. Il convient que l'action militante des fonctionnaires s'exerce au niveau des comités de quartiers existants, ou dans le cadre de nouveaux comités de quartiers, là où ceux-ci font encore défaut.*

Nos fonctionnaires manifesteront ainsi le souci de s'associer plus complètement à l'action politique de notre mouvement en s'engageant aux côtés de représentants de toutes les catégories sociales de la nation. Ils retrouveront ainsi, du même coup la faveur populaire que l'attitude passive dont ils ont fait preuve à l'occasion des événements politiques de ces quinze dernières années leur avait fait perdre.

Au sein des comités de quartiers ils apporteront le concours de leur intelligence et de leur expérience nécessaire à la formation politique de nos militants. Il importe également que les comités qui verront le jour aux camps des fonctionnaires de Treichville, d'Adjamé et de Bouaké se constituent à l'image des comités de quartiers, c'est-à-dire qu'ils soient ouverts le plus complètement possible à tous les militants, fonctionnaires ou non du quartier auquel ils se rattachent. Toute initiative qui n'irait pas dans ce sens encourrait la condamnation sans réserve du P.D.C.I.

Ce dernier ne peut concevoir en son sein l'existence de groupements corporatifs cloisonnés soucieux de préserver les avantages et de présenter des revendications d'ordre syndical qui soient exclusives de l'intérêt que tout militant de notre Parti doit porter aux objectifs fondamentaux que nous poursuivons.

En espérant que ces directives, qu'il était nécessaire de bien préciser au départ de notre action en milieu fonctionnaire, permettront aux agents de la Fonction publique de comprendre l'esprit dans lequel ils doivent militer dans le cadre de notre Parti, je leur renouvelle l'assurance de ma compréhension la plus totale et de mon fidèle soutien.

Abidjan, le 9 avril 1960.

Le Secrétaire général du P.D.C.I.,

Ph. YACE.

## **LE FONCTIONNAIRE FACE AUX REALITES POLITIQUES DE LA REPUBLIQUE.**

De retour d'une longue tournée du P.D.C.I. à travers le territoire de la République, en ce début de nouvelle année, j'ai tenu à prendre contact avec vous, de la même manière que je l'ai fait avec toutes les catégories sociales du pays auxquelles je suis venu porter la parole du R.D.A.

Vous faire part de mes impressions, vous apporter l'opinion du pays que beaucoup d'entre vous connaissent mal, préciser l'action politique de notre Parti, telles sont les raisons de ma présence parmi vous aujourd'hui, mes chers amis fonctionnaires.

Quel était le but de cette tournée : il était tout d'abord d'aller aux sources du Pays réel, le Pays légal c'est celui qui s'exprime aux travers des institutions, des représentations élues ; le Pays réel, c'est la masse des électeurs et des électrices dont le Gouvernement et le Parlement ne peuvent impunément méconnaître les volontés. Le but de cette tournée c'était également d'expliquer aux populations les objectifs du P.D.C.I., de mobiliser toutes les énergies au service de la construction nationale depuis les jeunes qui sont la promesse de la Nation jusqu'aux anciens, militants du Parti de la première heure, combattants, chefs traditionnels auxquels nous demandons de favoriser l'adaptation de la coutume aux temps nouveaux. Le but de cette tournée c'était enfin de jeter les bases de la réorganisation complète du Parti, qu'il convient d'adapter aux conditions nouvelles de fonctionnement de notre jeune Etat.

En même temps que le P.D.C.I. organisait cette tournée dont j'ai assuré la direction, le Bureau Politique de la J.R.D.A.C.I. désignait plusieurs de ses membres à l'effet de prendre contact avec les comités et sous comités de jeunes du Parti, à travers tout le territoire, afin d'aider le Parti lui-même à mobiliser les masses pour la nouvelle bataille de 1960 : la bataille économique.

Dans tous les chefs lieux de cercle de nos départements, la mission du P.D.C.I., dois-je vous le dire, a rencontré l'accueil le plus enthousiaste qui se puisse imaginer.

De partout sont venues des foules très denses dont le désir de prendre contact avec nous était aussi grand que notre désir de prendre contact avec elles.

Ce qui m'a paru le plus remarquable dans l'empressement de ces foules, ce fut leur désir de montrer à moi-même et aux camarades qui m'accompagnaient combien elles sont attentives à l'œuvre d'édification nationale, à l'action du Gouvernement et du Premier Ministre Houphouët Boigny, combien elles n'ignorent rien des problèmes à résoudre, l'attitude critique qu'elles manifestent à l'égard de leurs représentants au Parlement ou aux Conseils Généraux, le prix enfin qu'elles attachent à une bonne et saine administration.

La grande leçon de cette tournée sera donc pour moi d'avoir pu constater l'énorme progrès de l'information politique au niveau des masses, et comment ne pas s'en réjouir parce que ce progrès est certitude de compréhension plus grande, de jugement plus sûr et de contacts plus efficaces entre le peuple et les pouvoirs constitués.

L'entrée des masses dans la vie active du pays au seuil de 1960 est un événement qu'il faut saluer avec éclat. Grâce à l'information politique qui a toujours été une des préoccupations majeures de notre Parti et du Gouvernement actuel, nos masses populaires sont désormais aux prises avec des réalités qui leur échappaient encore le plus souvent sous l'ancien régime. Grâce à cette information positive, les masses de notre pays peuvent progresser rapidement sur la voie de la maturité et de la sagesse politique, elles pèsent désormais d'un poids effectif sur l'évolution, donnant à la démocratie une consistance plus forte.

Cette grande leçon de l'entrée active des masses dans la vie nationale me permet d'affirmer qu'aucune politique ne peut désormais être définie et appliquée sans le concours et l'adhésion de toutes les populations, de toutes les catégories sociales de notre pays.

Les masses ont tenu, je vous le disais tout à l'heure, à me faire savoir qu'elles sont conscientes de l'évolution qui s'opère au niveau des structures traditionnelles, qu'elles sont conscientes de la révolution agricole qui gagne progressivement la totalité du pays comme un gigantesque feu de brousse, qu'elles apprécient l'action efficace de l'Etat qui tend à mettre de plus en plus à la portée de tous et de chacun, selon ses mérites, selon ses besoins, l'instruction, l'hygiène, l'assistance sociale, dans la mesure de ses moyens.

Les masses sont ainsi venues renouveler leur attachement au Parti Démocratique qui ne leur a jamais fait de fausses, de démagogiques promesses mais dont l'action persévérante a permis la réalisation des objectifs fixés avec sagesse et compte tenu des possibilités nationales afin d'éviter l'essoufflement du pays. Un pays ne peut se permettre de vivre au-dessus de ses moyens, pour lui se serait s'exposer toujours à payer à terme une note très lourde et c'est le peuple toujours qui serait appelé à en régler les frais. C'est sans publicité tapageuse, mais parce qu'il en avait fait promesse au pays depuis quatorze années, que le Parti au pouvoir a supprimé l'impôt de capitation et amnistié les contribuables, qui, à ce titre, n'étaient pas en règle avec le percepteur.

Je n'oublierai pas la joie de ces foules innombrables venues nous remercier comme si nous les avions délivrées d'un mal aussi lourd que la peste, clamer leur reconnaissance au P.D.C.I. Parti de la fidélité, fidélité à ses promesses, fidélité au peuple qu'il a sorti de l'asservissement et de l'ignorance pour le conduire sur le chemin de l'espérance.

Grande leçon, pour moi, pour nous tous, de savoir que personne ne peut désormais parler indûment au nom des masses dans notre pays, qu'aucune catégorie sociale ne peut revendiquer le droit d'expression des masses sans l'accord des autres catégories sociales de la Nation. La conséquence de cette leçon c'est que la démocratie possède aujourd'hui les moyens d'éviter l'oppression de la majorité par une coalition d'intérêts minoritaires, grâce à la possibilité qu'ont aujourd'hui les masses d'exprimer leur volonté et de la faire prévaloir.

Le Parti Démocratique, notre Parti, est le Parti du peuple, de tout le peuple. Quel est le Parti représentant une clientèle particulière, — les exemples en Côte d'Ivoire ne sont pas tellement lointains — qui pourrait agir efficacement pour le peuple et conserver longtemps son unité et son dynamisme ? Ce Parti là verrait très vite se détourner de lui la faveur et les suffrages des masses.

Le P.D.C.I. n'est pas le parti des agriculteurs ou bien le parti des fonctionnaires. Il demeure le Parti de tous, luttant chaque jour pour l'amélioration du sort des agriculteurs, des agents de la Fonction publique, des salariés et s'efforçant de favoriser le développement harmonieux des intérêts en présence sans que ses interventions puissent porter préjudice à telle ou telle catégorie sociale au profit de telle ou telle autre.

C'est la raison pour laquelle le parti considère que toute action revendicative doit s'inscrire dans un programme cohérent de progrès social. Que serait le progrès social d'une catégorie de travailleurs s'il ne faisait qu'accentuer la profonde différence existant entre les couches sociales du pays ?

Certes, une redistribution des revenus dans le sens d'une répartition plus équitable des charges et des avantages s'impose. Vous savez que le P.D.C.I. condamne tout autant le libéralisme aveugle que le dirigisme totalitaire et qu'il considère que l'Etat doit intervenir dans la vie publique pour atténuer les déséquilibres économiques et sociaux, faire prévaloir une justice dont ne tiennent pas compte, hélas les mécanismes et les lois économiques naturelles et aveugles ; mais cette intervention ne peut se faire au profit abusif des uns et l'intérêt général doit demeurer le seul critère en matière d'interventions des pouvoirs publics.

L'œuvre de construction nationale nécessite par conséquent l'adhésion de toutes les couches sociales du pays, de toutes les populations car la grande bataille économique est engagée pour laquelle le P.D.C.I. mobilise toutes les forces vives de la Nation.

Après avoir obtenu entièrement satisfaction sur le plan politique, la Côte d'Ivoire doit consacrer toute son attention, toute son énergie à l'entreprise de développement nationale sans laquelle notre indépendance serait un leurre.

En quelques années la Côte d'Ivoire doit pouvoir compter parmi les Etats modernes et devenir un centre de rayonnement sur le continent africain.

Pour triompher des difficultés de toutes sortes dont il n'y a pas lieu de dissimuler l'importance, le Gouvernement appuyé sur le P.D.C.I., Parti gouvernemental, les élus et les masses, est décidé à mener sans défaillance le nouveau combat au terme duquel seront effectives l'émancipation et l'indépendance de l'homme ivoirien. Cet objectif est le seul digne de notre intérêt.

L'appel de Duékoué, lancé la semaine dernière par le Premier Ministre en faveur de l'Union de toutes les catégories sociales, de toutes les générations pour la construction active de notre Etat, fait écho à l'appel historique lancé par le Président du R.D.A. le 6 octobre 1951 en vue de la reconciliation de tous nos compatriotes cruellement divisés. Mais alors un accord avec nos adversaires politiques était sans espoir, la puissance coloniale favorisait cette division. Toutefois, cet appel devait cheminer progressivement à travers les esprits.

La leçon de ce premier appel, renouvelé par le Premier Ministre Houphouët-Boigny à Duékoué, ne doit pas vous échapper, mes chers amis, c'est tout particulièrement à vous, fonctionnaires, que je m'adresse disant cela. Il convient que je vous fasse partager mes préoccupations au moment même où le Parti, fort de l'adhésion sans réserve de toutes les populations, s'engage à donner à son action un élan nouveau.

Permettez-moi de vous dire, sans détour, loyalement, que le pays éprouve l'impression d'une volonté rétive des fonctionnaires, à s'associer à l'œuvre de rénovation nationale, il assimile cette réserve à une sorte d'égoïsme de classe, croyant voir dans ce comportement un désir de tirer d'une situation de privilèges des profits particuliers.

Il faut bien convenir que l'action du R.D.A. qui a permis la naissance de la Nation ivoirienne, n'a pas obtenu des fonctionnaires, à l'époque difficile, tout le concours qu'elle en aurait pu attendre.

Les fonctionnaires étaient beaucoup plus nombreux en 1951, dans les rangs des partis progressistes, indépendants ou socialistes, que dans le camp R.D.A. Il fallut attendre les élections de janvier 1956 pour constater le triomphe qui se traduisit, le 2 janvier par un succès de près de 500.000 suffrages contre 50.000 à la coalition des formations politiques adverses, consacrant ainsi l'échec total du Cartel central d'opposition.

On se souvient alors que cette défaite contraignit les leaders de l'opposition à reconnaître, par réalisme politique que le pays donnait raison au R.D.A. et adoptait pour leader l'ancien Président du Syndicat agricole africain. Dès lors, ralliant la majorité et apportant à celle-ci le secours de leur intelligence, MM. Kakou Aoulou, Djaument, Digna Bailly, M<sup>es</sup> Diop et Josse, Tidiane Dem, pour ne citer que les plus connus, s'associaient au programme d'action que M. Houphouet-Boigny s'engageait à réaliser dans le cadre de l'Union française. Grâce à cette victoire, M. Houphouet-Boigny était appelé par le Président Guy Mollet à siéger au sein du Gouvernement français et devait dès lors participer à tous les gouvernements de la République française jusqu'au 2 mai 1959.

Cette situation prééminente allait lui permettre de mener à bien la tâche d'émancipation africaine qui, de la loi-cadre à la Communauté, devait consacrer l'indépendance politique de l'Afrique. C'est au sens politique très remarquable de notre Chef et à sa clairvoyance que le Général de Gaulle — en qui celui-ci fut l'un des tous premiers à mettre sa confiance — fit appel au moment décisif avant que n'intervienne le referendum du 28 septembre 1958 et l'on se souvient aujourd'hui des difficultés que rencontra le P.D.C.I. à fléchir le Président du R.D.A. et à le presser de prendre la direction du premier Gouvernement de la République, direction qu'il accepta par devoir, sans se

dissimuler les lourdes charges de sa nouvelle mission, tout en demeurant peu sensible aux honneurs de cette nouvelle et suprême fonction.

Il ressort de ce bref historique, auquel les réalités d'aujourd'hui renvoient nécessairement, que la grande œuvre accomplie, par le P.D.C.I. remonte à cette époque essentielle où fut fixé le premier rendez-vous entre un homme, — semblable à chacun d'entre nous, appelé à porter le destin de tout un peuple et même d'un continent, — et les patriotes de la première heure, conscients de leurs devoirs.

A ce premier rendez-vous les fonctionnaires, disais-je tout à l'heure, figuraient en nombre bien modeste ; faut-il qu'au second rendez-vous, celui de la bataille économique, fixé aujourd'hui les fonctionnaires se déroberent à nouveau et qu'en eux une partie de la Nation se désolidarise de l'effort collectif que toutes les populations s'engagent à consacrer à la rénovation nationale ? Faut-il que l'élite que vous représentez, messieurs, demeure en retrait de la Nation ? L'indulgence qu'on vous a manifesté jusqu'alors risquerait en ce cas de se changer en sévère condamnation.

Je vous pose la question : Serez-vous au nouveau rendez-vous ? Rejoindrez-vous les rangs de nos militants ? De notre jeunesse dynamique ? De cette J.R.D.A.C.I. pleine de promesses pour l'avenir ? Ou ne voudrez-vous que suivre de loin ou dans l'ombre, le déroulement de notre entreprise ?

S'agira-t-il d'une déficience chronique ? D'une attitude négative ou d'une indifférence coupable ? Vous permettrez-vous d'attendre, blottis dans des emplois protégés, le moment propice pour récolter les fruits d'une lutte que vous n'aurez pas animée ?

Jugez vous-mêmes et comprenez bien qu'il n'est pas acceptable dans la nouvelle conjoncture politique qu'une partie de la Nation demeure un corps étranger dans la Nation.

Le Parti est fort, il l'a prouvé, et le prouve, il le sera plus encore lorsque la réorganisation en cours sera achevée. Aucune de ses promesses ne s'est avérée vaine, la fidélité à sa mission ne s'est jamais démentie, évitez donc que l'œuvre considérable à laquelle il convie tous les fils de Côte d'Ivoire se fasse sans vous ou même contre certains d'entre vous, — et ce serait une révision déchirante de nos rapports.

Il n'est pas pensable que se renouvelle une situation analogue à celle de 1951. Le pays a besoin de tous ses fils pour le défendre et le faire progresser. Nous serons exigeants, d'une exigence de tous les instants.

Chacun d'entre vous, chacun d'entre nous, devra se montrer à la hauteur de cette exigence. Tous ceux qui se montreront indignes, qu'ils soient députés, conseillers généraux, responsables locaux du Parti ou simples militants, seront démis des fonctions dont ils ont été investis ou dégagés des missions que le Parti leur aura confié. Nous préférons au nombre un Parti de qualité, si ce nombre ne doit refléter que la médiocrité.

Messieurs, le P.D.C.I. a l'intention de lancer dans vos rangs une action militante de grande envergure, dont je ne doute pas qu'elle soit positive. Si elle ne l'était pas, elle aurait du moins le mérite de nous montrer clairement où se trouvent nos vrais amis, où se trouvent les amis du peuple.

L'action dans vos rangs, si elle porte les fruits que j'attends avec confiance va ouvrir une nouvelle page dans l'histoire de notre Parti.

Si les réticences tombent, si les suspicions qui ne sont pas fondées s'évanouissent, tout est possible. Vous êtes, messieurs, de par vos fonctions, appelés tout naturellement à servir la Nation, vous êtes le prolongement naturel du pouvoir gouvernemental. Le Parti a permis la reconnaissance légitime de vos droits. Regardez et dites-moi s'il en a été de même dans certains pays voisins, les exemples sont proches.

Nous avons permis que soit reconnue l'égalité de tous les citoyens à l'accès aux emplois publics. La démocratisation des carrières est assurée. Mais le fonctionnaire est au service du Gouvernement ; vous participez à la gestion des institutions nationales, le service n'exclut pas la libre discussion mais, le sens de l'autorité, le respect de la chose publique sont des principes intangibles, sans lesquels il n'est pas de saine administration. L'Etat ne tolérera pas le passage de la libre discussion à l'anarchie. L'Etat reconnaît le droit de grève aux fonctionnaires. Le R.D.A. a toujours lui-même reconnu ce droit, ce n'est pas aujourd'hui qu'il le renierait mais il y a abus de droit lorsque la grève vise des revendications qui ne sont pas d'ordre corporatif et lorsque la continuité d'un service qui intéresse la vie même de la Nation est mise en cause.

A tous les sacrifices consentis par le Gouvernement au profit des agents de la Fonction publique, à ceux qu'il a promis pour la nouvelle année, et qu'il tiendra, dans le domaine des traitements qui seront revalorisés, compte tenu des possibilités financières de la Nation, les fonctionnaires ne peuvent, sans ingratitude, rester insensibles. C'est donc un appel que je vous lance au nom du Parti, mes chers amis, pour que sans plus attendre vous nous donniez l'assurance de votre concours, sans réserve, à l'action du Gouvernement et du Parti solidairement associé.

Nous nous refusons à juger le passé mais nous sommes en droit d'exiger que vous vous associez à l'œuvre de construction nationale.

A l'engagement des jeunes dont le sens des réalités de notre pays est prometteur, à l'adhésion des agriculteurs décidés à gagner la bataille de rénovation des structures paysannes, à l'adhésion des chefs traditionnels, conscients de la nécessité d'adapter la coutume aux temps nouveaux, doit se joindre l'engagement des fonctionnaires qui doivent comprendre le rôle essentiel qui leur incombe.

C'est à vous qu'il incombe en effet de donner l'exemple de la discipline, de l'assiduité et surtout de l'honnêteté et seul votre succès sur le plan de la Fonction publique per-

mettra une africanisation rapide et digne d'intérêt de tous les cadres de direction à quelque niveau qu'ils se situent. Il importe de donner au syndicalisme professionnel toute sa signification et toute sa valeur. Or, vous avez de plus en plus pris l'habitude de faire de vos syndicats des comités de grève essentiellement axés sur les revendications d'ordre matériel. Ce faisant, vous vous êtes rapidement départis du rôle social et éducatif de ces syndicats.

Dans une jeune République comme la nôtre, le fonctionnaire qui est l'élément dynamique au service de l'exécutif doit respecter la loi et la faire appliquer. Il doit apparaître donc comme le modèle des citoyens et dans le cadre de son rôle de gestion au niveau de l'Etat, travailler non seulement pour lui-même, mais surtout pour la postérité.

Que constatons-nous en Côte d'Ivoire depuis notre libération politique ? Il m'est désagréable de souligner que la position facile du fonctionnaire n'a pas varié sinon qu'il fait montre d'une conscience professionnelle qui, chaque jour davantage, laisse à désirer. Nous nous sommes laissé dire que dans certaines administrations il fait acte de présence et se laisse vivre à longueur de journée. Faut-il en arriver à la caporalisation des agents de l'Administration ou au contraire, faut-il faire en sorte qu'aucune contrainte ne vienne les avilir à l'effet de les soumettre à un régime de rigueur ? Messieurs, le choix vous appartient entièrement. Notre souhait au niveau du Gouvernement et du Parti serait que librement vous fassiez apparaître, sans contrainte d'aucune sorte, en même temps que la défense de vos intérêts matériels, le rôle d'éducation qui est également celui de vos syndicats.

C'est pourquoi le P.D.C.I. a décidé de constituer en milieu fonctionnaire, des comités R.D.A. dont les premiers vont voir le jour aux camps des fonctionnaires de Treichville et d'Adjamé. Que tous les agents de la Fonction publique, animés d'une volonté militante nous apportent leur concours. Dans nos rangs vous trouverez le soutien, l'assistance, le réconfort moral que vous cherchez, une explication aux problèmes de notre temps, une mystique sans laquelle toute action est vaine et déprimante.

Notre Parti puisera dans vos rangs des forces supplémentaires et neuves dont il a un constant besoin. Si des critiques ont été proférées à notre encontre par certains fonctionnaires, pourquoi ceux-ci n'ont-ils pas intégré le Parti, se contentant, par une attitude négative et extérieure, de proférer certains jugements faciles, alors que le concours de leur intelligence eût été plus efficace que leurs vains propos.

Votre regroupement au sein de nos comités vous permettra d'exposer en toute franchise vos problèmes et vos préoccupations, nous chercherons en commun des solutions et nous les trouverons. Chacun d'entre nous exposera ses observations et ses critiques.

Qui a pu raisonnablement penser que la critique n'était pas admise au sein de notre Parti ? Nous pensons, quant à nous — interrogez les camarades du parti à cet égard — que la critique est nécessaire, qu'elle stimule et nourrit l'action, qu'elle corrige les erreurs souvent inévitables puisqu'elles sont humaines. Mais nous voulons une critique positive, constructive précisément, de celle qui porte à nous réformer nous-mêmes afin de nous surpasser, de celle qui prépare les réalisations et l'autocritique apparaît comme une des manifestations les plus utiles de la critique à cet effet.

Au cœur de nos cités votre tâche est grande. Nous serons attentifs à vous donner les moyens d'action nécessaires mais tout dépend en définitive de vous-même, de votre bonne volonté.

Je connais la source de vos réflexions politiques actuelles, les problèmes que vous vous posez concernant les formes de notre démocratie, l'attitude de la Côte d'Ivoire à l'égard de la Communauté et des autres Etats africains. Permettez qu'à vos réflexions je joigne les miennes et que je vous expose les idées politiques du Parti sur ces problèmes majeurs de notre temps, dont dépendra l'avenir de nos générations.

Nous avons choisi une fois pour toutes le régime démocratique et nos institutions républicaines en attestent la réa-

lité, nous n'avons pas porté et nous ne porterons jamais atteinte aux libertés publiques garanties par notre Constitution, mais nous voulons que la démocratie ne soit pas une cause de division, de luttes puériles où s'épuiseraient les meilleures de nos énergies, nous voulons que, par la démocratie dans le respect des libertés individuelles, dans l'égalité entre citoyens et entre les catégories sociales qui composent la Nation, à partir de nos richesses et de nos bonnes volontés mises en commun, se poursuive dans la paix et l'union, l'œuvre d'édification nationale.

Vous conviendrez que cet objectif n'est réalisable que sous l'autorité d'un chef, à toute construction il faut un maître d'œuvre. Et l'autorité d'un chef n'est pas incompatible avec la démocratie. Nous avons librement choisi un chef qui rassemble derrière lui toutes les forces vives du pays. Notre route est longue, elle est semée d'embûches. Parce qu'il y va de l'avenir du pays, du bonheur du peuple, le chef tel un père a le droit et même plus, le devoir, de se montrer sévère, d'être exigeant pour ses fils qui se laissent quelques fois abuser et dont la foi est vacillante. L'autorité du père, ce n'est pas celle du tyran qui impose sa volonté de puissance. Notre chef — à nous —, a donné maintes preuves, je le rappelais tout à l'heure, de ce mépris des honneurs et du pouvoir. Quelle garantie plus grande donner en ce cas à la démocratie ? Et que doit-on, que peut-on attendre de ceux qui font de la course aux pouvoirs le moyen de satisfaire des ambitions personnelles et invoquent, pour accomplir leurs noirs projets, les lois les plus discutables d'une démocratie qu'ils se disposent à tuer ?

Rien n'est possible sans autorité. C'est parce qu'elles ont cru pouvoir pendant longtemps instaurer une démocratie sans autorité que les Républiques que la France s'est donné ont connu les dénouements que l'on sait. Voyez, au reste, si les Nations fortes et heureuses qui peuplent le globe aujourd'hui méconnaissent le principe d'autorité.

Vous vous interrogez aussi sur le choix politique et sur l'attrait possible d'une indépendance nominale. Parce qu'elle a choisi en son temps, le 28 septembre par un referendum, la voie de la Communauté, la Côte d'Ivoire cons-

ciente de posséder enfin tous les attributs d'une libre et entière gestion de ses propres affaires a cru ne pas devoir se lancer dans la voie de nouvelles et perpétuelles revendications. Quand on sait ce que l'on veut, on s'y arrête. A l'heure du choix, il ne fallait pas différer le choix.

Si l'avenir est incertain et compte tenu de l'évolution et de la conjoncture politique au niveau de la Communauté, si des décisions doivent intervenir, le Premier Ministre M. Houphouët-Boigny dont le sens politique a toujours été mis au service du peuple, indiquera au pays l'attitude qu'il convient de prendre. C'est entre ses mains que se trouve la solution, solution qui lui sera dictée par le bon sens et l'événement. Le Parti le suivra et toute la Nation aussi. Que ce soit la Communauté, ou la simple association dans le cadre de l'indépendance, sachez mes chers amis, que dans la conjoncture actuelle il n'y a plus de solutions exclusivement nationales, tous les problèmes comportent des implications internationales, ne pas tenir compte de cela c'est sortir de la réalité des faits.

Et dans cet ordre d'idées que préconise chaudement votre Président, notre Premier Ministre ? Un ensemble fédéral avec la France et nos jeunes Etats d'expression française qui se fera à terme, non pas en apparence ou par des mots, mais un ensemble fédéral dont les réalités concrètes se substituant aux théories faciles et alléchantes créerait les conditions d'une vraie égalité entre nos citoyens et ceux des grands Etats civilisés.

Vous conviendrez avec moi, à l'heure où nous parlons, que la France jouit des attributs d'un Etat et si comme tel la Côte d'Ivoire peut s'en réclamer juridiquement, elle est cependant loin de réunir les mêmes conditions matérielles et morales au niveau de sa structure interne. Au demeurant, notre seule bonne volonté ne suffit pas pour activer la construction nationale en vue de gagner la bataille économique dans laquelle nous nous sommes engagés. Seule, une coopération avec la France, peut-être demain avec les grands pays du monde occidental, placera l'homme ivoirien dans les meilleures conditions de compétition avec l'homme évolué du monde libre. Car à quoi servirait la libération

politique ou l'indépendance si le colonisé n'avait pas la possibilité de se considérer très rapidement comme l'égal du colonisateur d'hier ?

Là-dessus, laissez-moi vous dire que nous sommes plus ambitieux qu'on ne le suppose. Nous irons de l'avant et contre toutes égalités et libertés factices.

La souveraineté nationale inconditionnelle n'est et ne sera jamais plus dans le monde, pour des raisons de sécurité collective d'abord, pour des raisons d'ordre économique et de développement complémentaire ensuite. C'est aller contre le progrès que de s'attacher aujourd'hui à la défense de nationalismes outranciers et autarciques. Comprenez-le bien et méditez tout cela avant de prendre l'engagement politique que nous sommes en droit d'attendre de vous.

Il était normal qu'au terme de ma tournée, qui m'apporte la certitude de notre réussite, de la vitalité du Parti Démocratique, de la force de nos institutions, je vienne m'adresser à vous, mes chers amis, qui représentez un potentiel d'énergie créatrice inestimable et bien peu exploité à l'heure actuelle et vous demander de participer à la révolution pacifique qui s'engage sur le plan économique en vue de l'émancipation de l'homme ivoirien, afin que nous mettions tous ensemble en valeur nos grandes richesses et que nous disposions sans délai de tous les éléments nécessaires à la réalisation de notre indépendance effective.

L'Histoire nous enseigne que si les révolutions sont génératrices de progrès économiques et de progrès social en ce qu'elles permettent de balayer toutes les scléroses, et le P.D.C.I. a pris la tête de cette révolution, les révolutions ne trouvent leur réelle efficacité que si elles préparent l'avènement d'une action collective indispensable à la résolution de toutes les difficultés, à la résolution de toutes les divergences en vue de la libération de l'homme, le seul objectif qui soit exigible de nous.

Et rappelez-vous que nous vivons avec la France en ces instants mémorables une véritable « Révolution paci-

fique ». Nous accédons à la souveraineté nationale, à la gestion de nos propres affaires dans des conditions historiques sans précédent.

Votre concours est donc plus que jamais nécessaire, mes chers amis, votre absence qui serait une lâcheté serait tragiquement ressentie, à l'heure même où le Gouvernement, notre Chef le Premier Ministre Houphouët-Boigny, et le Parti tout entier attaché à sa personne, sont engagés sur la voie d'importantes et décisives décisions pour l'avenir de notre pays.

Mais notre ambition pour le bonheur de l'homme ivoirien doit se manifester raisonnablement et sans heurt. Nous éviterons ainsi de nous essouffler avant terme dans une compétition où le loyalisme, le respect de soi et la tolérance doivent l'emporter inexorablement sur les intérêts particuliers.

Faisons en sorte que vive la France, vive la jeune République de Côte d'Ivoire et vive, agissante et prospère, la Communauté que nous souhaitons de tous nos cœurs.

---

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT, ABIDJAN. — D. L. 1662

---